

Centrafrique: une rébellion signe la paix avec Bangui en Libye

LIBREVILLE (AFP) - Le chef d'un groupe rebelle de Centrafrique, Abdoulaye Miskine, a signé un accord global de paix déjà conclu entre Bangui et d'autres mouvements armés, en marge du sommet de l'Union africaine (UA) en Libye, a annoncé samedi à l'AFP un des médiateurs.



© AtlasVista
Abdoulaye Miskine, leader du Front démocratique pour le peuple centrafricain, à Sirte (Libye) le 2 février 2007 (© AFP/Archives - Mahmud Turkia)

M. Miskine, leader du Front démocratique pour le peuple centrafricain (FDPC), a "ratifié hier (vendredi) en début de soirée l'accord global de paix de Libreville" engageant depuis 2008 le gouvernement centrafricain et plusieurs autres groupes rebelles, a affirmé Jean-Jacques Demafouth, chef d'une autre rébellion déjà signataire.

Le FDPC avait signé avec les autorités de Bangui en avril 2007 à Syrte, en Libye, un accord bilatéral distinct, dont il a dénoncé quelques mois plus tard la non-application par Bangui.

En revanche, il n'avait pas encore paraphé l'accord global de paix de Libreville, conclu en juin 2008 sous l'égide du Gabon par d'autres groupes rebelles dont l'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD) de M. Demafouth qui participe au gouvernement depuis janvier.

En novembre 2008, l'armée centrafricaine avait attribué au FDPC une embuscade ayant fait plus de 10 morts près de Kabo (nord).

Après avoir paraphé l'accord global, M. Miskine, qui vit en Libye, a été "reçu par le président centrafricain François Bozizé", présent à Syrte pour le sommet de l'UA, a indiqué M. Demafouth, contacté depuis Libreville.

La rencontre s'est déroulée en présence de Mohamed al-Madani al-Azhari, secrétaire général de Communauté des Etats sahélo-sahariens (Cen-Sad, 26 pays), ayant conduit la médiation, a-t-il dit.

Au terme du nouvel engagement du FDPC, près de 20 responsables du mouvement ont mis fin à leur exil et ont regagné Bangui samedi matin, mais "Abdoulaye Miskine a choisi de rester en Libye et souhaite être nommé dans une ambassade centrafricaine", a précisé

M. Demafouth.

Le FDPC doit désigner prochainement un représentant au Comité de pilotage du programme de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) des ex-combattants, mis en place fin janvier, d'après M. Demafouth, par ailleurs vice-président de cette instance.

La Centrafrique tente de mener à son terme un processus de paix après avoir été confrontée pendant des années à des rébellions, coups d'Etat et exactions perpétrées par des militaires de l'armée, des rebelles et des "coupeurs de routes".